

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Russie & Europe orientale > Histoire. Bloc soviétique, URSS, Empire russe > Transition capitaliste en Russie et dans l'Est européen > **Les enjeux sociaux de la Grande Transformation capitaliste à l'Est européen...**

Les enjeux sociaux de la Grande Transformation capitaliste à l'Est européen...

mardi 12 mai 2009, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juillet 2008).

Catherine Samary, économiste et membre du Conseil scientifique d'Attac-France, est spécialiste des pays de l'Europe centrale. Elle a publié cet article dans le numéro 17 de la revue argentine *Théo Mai*. Elle y décrit à la fois le poids de l'histoire, ses conséquences à l'occasion des bouleversements des deux dernières décennies du 20^e siècle, mais aussi les renouveaux possibles.

Sommaire

- [L'héritage](#)
- [II - Facteurs internes/externe](#)
- [III- Nouvelle phase d'accentua](#)

La « grande transformation capitaliste » à l'Est s'est faite au cours d'une première phase, en asphyxiant le cœur de l'ancien système - les grandes entreprises - au travers de formes de « privatisations » opaques et d'une mutation du contenu social des Etats. Il n'y a eu, ce faisant, ni révolution (au sens de mobilisations de masse en faveur de ces transformations, au-delà du rejet du parti unique) ni démocratie des choix socio-économiques, mais des changements de système « par en haut » et sous pressions extérieures produisant une dégradation sociale majeure, désarmante pour les populations, et sans stabilité.

Plus de dix ans après le basculement vers les thérapies dites libérales qui ont détruit l'ancien système, on est généralement entré avec le nouveau millénaire dans une phase de crise des représentations politiques, accompagnant le durcissement des politiques et critères de concurrence marchande. Les mécanismes du passé pèsent moins que ceux hérités désormais du capitalisme lui-même, faisant naître de nouvelles résistances, plus indépendantes des partis et appareils délégitimisés.

Afin de mieux comprendre les difficultés, formes et phases de résistance à la restauration capitaliste, il faut revenir d'abord sur l'héritage de l'ancien système quant aux conditions de luttes sociales ; puis, souligner les conditions (internes/externes) et spécificités du tournant historique des années 1980. Nous évoquerons ensuite les éléments d'un renouveau des mouvements sociaux dans les années récentes.

L'héritage...

Le monde bipolaire...

La stalinisation de l'URSS fut une rupture interne/externe au sein d'une révolution perçue (par les bolcheviks) comme un maillon de la révolution mondiale : désormais s'affirma la volonté du Kremlin de subordonner le mouvement communiste mondial et les luttes anticapitalistes à la « construction du socialisme dans un seul pays ». Il s'agissait en pratique d'une politique de grande puissance, et de la cristallisation d'appareils et logiques bureaucratiques.

Mais ce tournant réel fut aussi, par bien des aspects ambigus, en continuité interne/externe avec la révolution d'Octobre. Ceci est vrai, dans toute son ambivalence, pour les travailleurs soviétiques et pour les mouvements de libération nationale et sociale du monde entier. Il ne s'agit évidemment pas seulement d'un effet de « propagande ». Pour que celle-ci pèse à ce point et durablement dans les consciences, il fallait que les régimes issus des révolutions victorieuses du XX^e siècle (en Russie, Chine, Yougoslavie comme au Vietnam et à Cuba) incarnent et stimulent des résistances réelles à l'impérialisme et aux logiques d'exploitation capitalistes ; il fallait donc aussi qu'ils soient en mesure d'apporter dignité, mieux-être social et espoir de progrès à venir tranchant avec la réalité de sociétés de niveau de développement similaire intégrées à l'économie-monde capitaliste...

La Guerre Froide entre systèmes rivaux marquait les rapports de force internationaux entre classes parce que l'existence de l'URSS encourageait les résistances internes et externes au capitalisme - ce dont témoigne *a contrario* les traits du capitalisme sauvage qui s'étend sur la planète depuis la fin de l'URSS.

En même temps, au plan politique, social et idéologique, la grande masse des résistances passées ont subi tout l'impact négatif d'une identification du socialisme à sa caricature stalinisée. Or les deux grandes puissances en conflit du monde dit « bipolaire » avaient, *de fait*, des intérêts communs : assimiler l'URSS stalinisée au socialisme ; et tenter de faire taire toute critique et contestation interne dans « son » camp (« le campisme »), au nom de l'ennemi « principal » peint en noir : il s'agissait de faire basculer les résistances à « l'autre » dans des alliances stratégiques. Les courants nationalistes et religieux à base populaire des pays de la (semi) périphérie capitaliste, sur tous les continents, ont été confrontés au choix de l'aide matérielle et militaire recherchée contre l'ennemi principal. Fallait-il choisir la dépendance envers l'URSS stalinisée identifiée au socialisme ou bien l'aide empoisonnée de l'une ou l'autre des puissances impérialistes (en jouant sur leurs rivalités) ?

L'émergence du mouvement des Non-alignés à la fin des années 1950, notamment impulsé par les dirigeants égyptien (Gamal Abdel Nasser), indien (Jawaharlal Nehru), et yougoslave (Josip Broz Tito), était l'expression de résistances hétéroclites à cet ordre bipolaire.

Autrement dit, les conflits politico-sociaux locaux, régionaux et mondiaux étaient dominés par les deux grandes puissances rivales de la Guerre froide, mais tendaient à leur échapper ; de même, les antagonismes sociaux sous-jacents étaient-ils structurés par le conflit entre classes fondamentales du capitalisme, mais ne s'y réduisaient pas. On se concentrera ici sur les conflits internes à ce qu'on peut appeler le système-monde stalinisé, associés à bureaucratization des nouveaux régimes.

Des relations de domination sociales et politiques spécifiques au plan international et dans chaque société...

L'ancrage des PC au sein des classes les plus défavorisées, ouvriers, employés et paysans pauvres a été une réalité durable et mondiale.

Nulle part ces partis et les réseaux d'organisations de femmes, de jeunes, de syndicats et autres sur lesquelles ils s'appuyaient, n'ont été réductibles à leur appareil bureaucratique. Les motivations et aspirations diverses de celles et ceux qui adhéraient à ces organisations, vont de l'arrivisme et du carriérisme cyniques attirés par des positions institutionnelles, aux convictions socialistes les plus profondes ; entre les deux, une grande masse d'activistes cherchait, pragmatiquement, à construire une vie meilleure, jugeant si les moyens offerts étaient plus importants avec la carte du parti ou pas - et à quel prix.

Mais le rôle attractif de ces partis a connu un tournant historique avec des conséquences majeures pour les mouvements d'émancipation, avec la stalinisation de l'URSS.

Celle-ci, favorisée par la position de « forteresse assiégée » et isolée, ainsi que par l'arriération du pays, a recouvert deux dimensions intérieures : il y eut d'une part la gigantesque cristallisation bureaucratique d'un appareil d'Etat associée à des promotions verticales massives des paysans vers les ouvriers et employés, puis vers les positions de cadres du nouveau pouvoir ; en même temps, au plan politique, se produisait une « contre-révolution dans la révolution », marquée par une répression massive et les procès contre la vieille garde bolchevique, des traits institutionnels totalitaires [1].

Mais l'ensemble n'a pas seulement profondément affecté l'évolution ultérieure de la société soviétique. Compte tenu de l'impact mondial et de l'interventionnisme musclé de la « patrie du socialisme », elle a aussi marqué les consciences et les autres ruptures révolutionnaires, à l'échelle mondiale.

L'expérience montre qu'il ne s'agissait pas de simples déformations associée au seul culte de Staline et à son goulag dénoncés par le rapport Khrouchtchev au XX^e congrès du PCUS (Parti communiste de l'Union soviétique) de 1956. De l'intervention des tanks soviétiques contre la révolution hongroise des conseils ouvriers en 1956 (sous Khrouchtchev) à celle du Pacte de Varsovie contre le Printemps de Prague en 1968, jusques et y compris au coup d'Etat du général polonais Jaruzelski perçu comme « un moindre mal », mais aussi sous toutes les autres formes moins « visibles » d'aide conditionnée, de purges et d'assassinats, l'interventionnisme de type stalinien a été permanent.

Pourtant, le stalinisme était sapé de l'intérieur par les forces sociales et les idéaux dont il se réclamait de façon mensongère. Et les traditions politiques de résistances anti-impérialistes, comme les aspirations à un développement auto-centré et une effective souveraineté populaire de choix étaient directement conflictuelles avec les comportements hégémonistes et dominateurs de l'URSS stalinisé contre les « pays frères ».

Face aux accords de Yalta où les grandes puissances se partageaient le monde en « zones d'influence », il n'y eut pas de réelle « discipline ». Le Kremlin dut en passer par l'excommunication des communistes yougoslaves (en 1948) et les emprisonnements et exécutions de « titistes » en Pologne, Hongrie ou Tchécoslovaquie notamment (1948-1953). Mais rien de tout cela n'était stabilisateur du pouvoir soviétique stalinisé.

Après la mort de Staline, la politique de Khrouchtchev visa, en dénonçant ce qui était le plus contesté et source de tensions majeures, à préserver l'essentiel du règne du parti-Etat et de l'hégémonie du Kremlin. Mais les communismes nationaux continuèrent, plus que jamais, à s'affirmer - de la Roumanie de Ceausescu à la Chine de Mao ; de la Yougoslavie titiste au kadarisme hongrois... mais sans représenter d'alternative au système de parti unique.

Globalement, parce que les transformations de la Yougoslavie titiste et de l'Europe de l'Est, comme celles de la Chine, du Vietnam ou de Cuba, ont été de véritables révolutions et discontinuités dans

l'histoire du capitalisme mondial, elles ne pouvaient être « absorbées » par l'URSS stalinisée : le « socialisme dans un seul pays » par l'URSS et pour elle seule, n'a jamais été possible. C'est bien l'extension de la révolution qui a produit les premières grandes tensions et schismes du stalinisme et, au total, son impossible stabilisation.

Cela ne veut pas dire, malheureusement, que le phénomène de bureaucratisation ne s'est pas reproduit partout ailleurs, sur des échelles et selon des scénarios en partie différents. D'une part, partout la stalinisation de l'URSS et son « modèle » ont pesé – ne serait-ce que parce que l'aide soviétique si précieuse pour résister à l'impérialisme était conditionnée par l'interdit de critiquer l'URSS – par des mots ou des pratiques risquant de faire réfléchir et contester le système existant... Mais, il faut aussi analyser une réalité socio-économique plus générale.

La bureaucratisation en deçà et au-delà du stalinisme...

Des risques de bureaucratisation avaient en partie été mis en évidence au XIX^e siècle par les courants anarchistes. Sous d'autres angles conceptuels, Max Weber en a aussi fait l'analyse. La dégénérescence bureaucratique de la révolution d'Octobre interpella également les marxistes. Lénine fut, avant Trotsky, conscient et effrayé de l'ampleur du problème de la bureaucratisation de « l'Etat ouvrier », comme le souligne notamment Moshe Lewin. Et Rosa Luxembourg, tout en soutenant le pouvoir des soviets, critiqua la suppression de la Douma et du pluralisme de partis, au nom de la crainte prémonitoire d'étouffement des forces de rappel critiques essentielles aux transformations émancipatrices.

Des bilans et mises à plat sont nécessaires, de toutes parts [2].

Le débat était et reste articulé à celui de l'analyse des institutions et de leurs rapports et de leur utilité aux pouvoirs de classe et aux résistances – partis, syndicats, associations mais aussi institutions étatiques, scientifiques, etc Car, en-deçà même des révolutions, les tendances bureaucratiques sont intrinsèques aux organisations du « mouvement ouvrier » [3], au syndicalisme, aux partis et luttes révolutionnaires mobilisant des classes sociales en position dominées, s'enracinant dans les mécanismes de délégation de pouvoir, d'inégalités sociales diverses, de culture, de genre, de disponibilités... Elles sont donc particulièrement fortes dans la durée et le reflux des luttes.

La conscience de ce processus comme endogène y compris aux plus révolutionnaires et sincères des organisations, permet de le combattre, bien avant que des inégalités ne se transforment en antagonismes [4].

C'est dire que la stalinisation de l'URSS a été une expression extrême d'un problème plus général associé à une très grande diversité de situations.

Limites et contradictions de la planification bureaucratique et des tentatives de réformes maintenant le parti unique

Il n'en demeure pas moins que sous une forme ou une autre, tous les régimes se réclamant du socialisme ont imposé un monopole de pouvoir du parti unique, brisant toutes les dynamiques d'auto-organisation.

Un tel système générerait au plan économique ses propres gaspillages, malfaçons, déséquilibres associés à l'inexistence ou l'inefficacité des mécanismes de contrôles de l'adéquation des productions aux besoins, au sens le plus riche des besoins humains évolutifs.

Le caractère bureaucratique des contrôles directs n'obéissait pas à une régulation marchande,

encore moins « capitaliste. La planification soviétique était établie fondamentalement en nature, les moyens de production n'y étaient pas des marchandises et leurs prix étaient administrés ; autrement dit, la monnaie n'y jouait pas de rôle « actif » [Brus, 1968], les contraintes budgétaires étaient « molles » [Kornaï, 1988], sans risque réel de faillite et de licenciements, parce que non soumis à des contraintes marchandes capitalistes...

Il n'existait pas non plus de contrôles démocratiques, transparents et pluralistes des intéressés, usagers et travailleurs, ni de mécanismes permettant des restructurations de la production tout en protégeant les droits sociaux. Le système ne permettait donc pas non plus qu'émerge une cohérence alternative, socialiste au sens profond, légitimée par la satisfaction des besoins et les procédures démocratiques de choix individuels et collectifs.

L'ensemble produisait en URSS, comme on le sait, bien des camouflages et réseaux parallèles pour réaliser et dépasser le plan ; ces « marchandages » et distorsions ne transformaient pas ces systèmes en économies marchandes ; mais ils généraient de puissants gaspillages causés d'un ralentissement structurel de la croissance et d'insatisfactions [Mandel, 1974, 1991].

Mais tous les régimes en place, dans leurs variantes nationales, ont voulu consolider leur légitimité, leur base sociale, par une amélioration de la qualité des productions (notamment pour pouvoir exporter, afin d'obtenir les devises nécessaires aux importations de produits occidentaux) et des gains de niveaux de vie.

Les ailes réformatrices du parti unique cherchaient donc à régner autrement que par le goulag et la planification centraliste, et à infléchir les priorités du plan pour satisfaire les besoins sous pression de rapports sociaux spécifiques, sans pour autant jamais admettre un pluralisme politique, notamment par peur de l'intervention soviétique ; mais aussi par crainte de débordements qu'ils seraient incapables de contrôler. Là se situait la limite et contradiction fondamentale de ces réformes.

L'introduction de certains mécanismes de marché visait à améliorer la qualité et la diversité des productions ainsi que la productivité du travail sans pour autant introduire une réelle démocratie socialiste. Mais cela signifiait notamment des augmentations de prix pour les biens de consommation (afin qu'ils reflètent les coûts réels et les rapports d'offre et de demande) et davantage d'inégalités en fonction des résultats des ventes sur le marché (donc tributaires aussi des divers systèmes de prix). La logique des stimulants conduisait aussi à une plus grande insécurité d'emploi pour comprimer les coûts, à l'échelle de chaque entreprise. Les réformes bousculaient donc les avantages de sécurité et les valeurs égalitaires les plus populaires des régimes en place. Elles se heurtaient en même temps à une partie des appareils, soit parce qu'ils étaient à la tête d'entreprises en mauvaise position de marché, soient parce que les dirigeants les plus impopulaires et incompetents se sentaient menacés par de nouvelles procédures de nominations ou élections.

Les courants réformateurs avaient besoin d'une certaine libéralisation politique et culturelle à la fois pour élargir les marges de responsabilisation recherchées (généralement celles des directeurs), et pour gagner en popularité contre les ailes conservatrices exploitant les craintes populaires. Mais la contradiction des réformes surgissait alors : stimulés par les appels « d'en haut » et l'apparition de failles et tensions dans les appareils, les mouvements (politiques, sociaux et culturels) d'en bas n'avaient pas de raison de s'autolimiter... Du Printemps de Prague au dégel gorbatchévien, on a constaté une même dynamique incontrôlable...

Le cas yougoslave, qu'on ne peut analyser en détail ici, souligne une variante (plus riche) des mêmes contradictions, associées au règne du parti unique en dépit de son assouplissement réel [Samary, 1988, a ; 1992, 1998].

Le Parti communiste yougoslave avec à sa tête Josp Broz dit Tito, avait (en dépit d'une absence de critique publique de l'URSS) tiré les forces d'une résistance à Staline dans une effective et populaire révolution. C'est « l'excommunication » du régime titiste par le Kremlin en 1948, qui avait poussé celui-ci à consolider sa légitimité intérieure et dans le mouvement communiste en introduisant les droits d'autogestion, se réclamant de Marx et de la Commune de Paris contre l'étatisme stalinien. Ce faisant, les communistes yougoslaves avaient pris appui sur (et stimulé) des aspirations populaires à une démocratie sociale et économique, reconnu la diversité nationale et accordé la dignité d'un statut rompant avec le salariat étatiste. Mais tous ces gains furent sapés par des réformes successives qui, bien qu'élargissant les droits de l'autogestion, ne diminuaient pas le bureaucratisme du parti unique qui proliférait à l'échelon local et républicain.

Les réformes successives, introduites et supprimées par en haut en fonction des contradictions surgies, sans bilan par les intéressé-e-s, étaient de moins en moins « lisibles » et cohérentes. Mais surtout, le régime titiste réprima au tournant des années 1970, les courants politiques de l'intelligentsia marxiste, de la jeunesse, des syndicats qui avaient dénoncé le creusement des inégalités par le marché, l'émergence d'une « bourgeoisie rouge » et affirmé de façon autonome le besoin d'une « autogestion de base en haut ». L'exigence vitale d'un élargissement de l'horizon de la gestion démocratique contre l'aliénation des droits autogestionnaires par le marché et par le plan bureaucratique, avait été exprimée par diverses propositions : une planification autogestionnaire contractuelle, des lieux de représentation des autogestionnaires dépassant les divisions nationales, dans des Chambres de l'autogestion à l'échelle fédérale, ainsi que le besoin d'une pluralité d'acteurs (usagers et producteurs) dans la gestion des choix... Le régime titiste « récupéra » dans ses réformes, à sa façon, ces propositions, comme celles émanant de mouvements contradictoires, après en avoir réprimé les auteurs...

Il en émergea un système sans cohérence et forces de rappel contre ses déséquilibres ; et le parti unique se vida ainsi de sa substance la plus militante et critique au cours des années 1970 [5]. Il ne pouvait dès lors que connaître le sort des autres partis communistes : être rongé par la montée des logiques d'appareil, des carriéristes, de la corruption. Et être dominé par ceux qui visaient à élargir leurs privilèges de pouvoir, ce qui dans le contexte d'une confédéralisation croissante du système, signifiait la montée des nationalismes à la tête des républiques et provinces, avant de basculer vers les privatisations, comme ailleurs...

D'où une impasse générale et historique : les réformes tentées de la Yougoslavie à l'URSS, jusques et y compris sous Gorbatchev, ne sont jamais parvenues à trouver les mécanismes combinant les droits sociaux adéquats au projet socialiste et le moyen de restructuration et réorganisation des productions et de l'emploi augmentant la productivité du travail sans pour autant créer du chômage et une perte de droits...

Bilan de l'héritage quant aux formes et limites générales des luttes sociales et politiques...

Pourtant, l'émergence spontanée des Conseils ouvriers en 1956 en Pologne et en Hongrie, stimulée par l'exemple de l'autogestion yougoslave qui connaissait à l'époque un des plus hauts taux de croissance mondiale, de même que les tendances à mettre l'autogestion à l'ordre du jour au cœur du syndicat Solidarnosc sont autant d'indications du potentiel ouvert et vite refermé par la répression.

La spécificité de la Pologne [6] a été de pouvoir accumuler plusieurs expériences de soulèvements ouvriers qui subirent des canalisations bureaucratiques mais pas de répression sanglante et massive : en 1956 le Kremlin (envoyant ses tanks contre les conseils ouvriers de Budapest) ne pouvait pas se permettre plusieurs interventions simultanées ; et il trouva en Pologne avec Gomulka sorti des prisons staliniennes par Khrouchtchev, un dirigeant populaire permettant d'institutionnaliser et marginaliser les conseils ouvriers... Dans les années 1970, après plusieurs

expériences de luttes séparées, allait s'opérer une première jonction entre travailleurs et intelligentsia avec la mise en place du KSS-KOR (comité de solidarité avec les grèves ouvrières) - une étape importante qui pouvait déboucher sur plusieurs dynamiques. La suite a montré le choix dominant des « experts » (à l'exception notable de Karol Modzelewski) conseillant Solidarnosc d'une instrumentalisation du mouvement ouvrier comme force de frappe pour un changement de système fort éloigné des aspirations exprimées au congrès de Solidarnosc. Avec ses quelque dix millions de membres en 1980 - né de façon indépendante mais légalisé jusqu'au coup d'Etat du général Jaruzelski et comportant une part importante de membres du Parti ouvrier polonais (POUP - nom officiel du PC polonais), son aspiration à établir une « république autogérée » - ce syndicat indépendant devenait un enjeu, un phare géostratégique pour toute la région, et au-delà. Le coup d'Etat du général « communiste » Jaruzelski et la mise au ban du syndicat par le régime du parti unique sera le principal « argument » radicalement anti-communiste offrant à la thérapie de choc libérale du début des années 1990 un (court) état de grâce. La confusion des mots et des projets, la démobilisation par la répression, la corruption massive des dirigeants syndicaux par l'AFL-CIO moyennant un soutien aux privatisations feront le reste...

Mais si en Pologne en 1980, c'est une tentative de réforme des prix qui avait provoqué le soulèvement ouvrier, en URSS régnait jusqu'au tournant des années 1980 l'immobilisme brejnevien. En 1978, une tentative de syndicat indépendant impulsé par des activistes anarcho syndicalistes - le SMOT - resta marginal parce qu'il fut confronté à cet immobilisme, bloquant y compris les réformes marchandes et intégrant les syndicats officiels aux mécanismes du système. La stabilisation du règne des bureaucrates n'était possible qu'avec des réponses aux mécontentements sociaux et à des luttes moins visibles parce qu'enfouies au cœur du système : les grandes entreprises. L'augmentation considérable, dans les secteurs clés de la planification, des grandes concentrations ouvrières, du « salaire social » (non marchand) et des protections sociales reflète cette réalité cachée. L'ensemble échappait à toute logique de marché en donnant aux grandes entreprises souvent monopolistiques un rôle de socialisation de régions entières quasi autarciques. La fonction des syndicats officiels y était précisément de distribuer les avantages en nature que recouvrait ce « salaire social », pour y stabiliser l'emploi - avec sa part planifiée et celle qui échappait même à toute planification centrale.

Comme l'analyse David Mandel [1997], « l'importance du salaire social, largement administré par l'entreprise (y compris le logement, les congés-maladie, les loisirs subventionnés, la santé, les gardes d'enfants...), tout comme la pratique de plus en plus courante de la distribution de biens de consommation rares par les entreprises, renforçaient aussi les attitudes corporatistes des travailleurs, auxquels la direction demandait souvent de considérer la situation particulière de l'entreprise, c'est-à-dire de faire des concessions (par exemple sur les heures supplémentaires ou les vacances) pour atteindre l'objectif de production. Derrière ces appels les menaces étaient présentes : refuser était risqué. Mais la réponse généralement positive des travailleurs reposait aussi sur leur perception de communautés d'intérêt avec l'entreprise et le management. Bien sûr, pour que ce système fonctionne, les managers devaient donner quelque chose en échange. Outre le salaire social géré par l'entreprise, ils offraient des facilités en matière d'horaires et de discipline, ainsi que la garantie que les primes (une large fraction du salaire total) seraient versées quels que soient les résultats réels obtenus par l'entreprise ».

Cette déconnexion du salaire social de tout résultat et sa distribution par les syndicats officiels, conditionnée par l'appartenance obligatoire au syndicat, fournit la principale cause de marginalité de syndicats indépendants en URSS jusqu'aux années 1980... et la massivité des adhésions aux syndicats officiels.

Alors qu'il n'y avait aucun droit d'organisation indépendante des travailleurs, on ne peut comprendre, sans un pouvoir considérable de résistance ouvrière locale, comment a pu autant

s'étendre ce salaire social et se maintenir la faible productivité du travail : ce pouvoir était organiquement associé à la nature des relations de domination sociales et politiques dans le cadre de ces régimes. D'un côté, il y avait le chantage : « tu auras la sécurité d'emploi, des services sociaux gratuits et des chances de promotions pour toi et ta famille *si tu nous laisses diriger en ton nom* », assorti de répression sélective des récalcitrants, pour être crédible... Et de l'autre : « je travaillerai *aussi peu* que je dispose de droits de regard sur mon travail ». On ne peut sous-estimer la part d'aliénation du travail que recouvrait cette forme de socialisation : l'absence de choix réels, de maîtrise d'ensemble du procès de production et d'indépendance « de classe », les réflexes « corporatiste » qu'elle produisait - et l'importance que cet ensemble aura dans le processus de restauration capitaliste.

L'absence de réels droits de propriété des dirigeants (à quelque niveau que ce soit), transmissible aux descendants, et leur mode de nomination politique, signifiaient en réalité une très grande fragilité face aux contestations sociales et interdisaient la mise en faillite, l'achat libre de moyens de production, la vente de l'entreprise, et les licenciements... l'accumulation d'un capital-argent. Le moindre mouvement social contestataire pouvait faire perdre leur poste (et donc leurs privilèges) aux dirigeants en place, aussi haut placés fussent-ils... Et ceci exprimait leur incapacité à acquérir une stabilité de classe, autonome parce qu'enracinée dans la propriété [7]. Les promotions verticales d'enfants d'ouvriers, d'employés et de paysans dans les appareils furent d'ailleurs considérables, assortis d'une idéologie se réclamant du rôle du travail dans la production de valeur, et de la propriété collective des moyens de production. Que cela fut mensonger, idéologique, pour couvrir une forme spécifique de domination et d'exploitation ne fait pas de doute. Mais il ne s'agissait ni d'une exploitation capitaliste, ni d'une claire polarisation de classes trouvant sa cohérence dans des rapports de propriété définis. C'est au contraire le caractère hybride de la propriété (« à tous et à personne » dira-t-on en Yougoslavie), les incohérences socio-économiques du système qui s'expriment dans sa crise. Les relations de rejet de « ceux d'en haut », s'y combineront avec celles de connivence conflictuelle avec les directeurs d'entreprise et le parti/Etat, avec l'espoir d'y trouver des protections d'autant plus que les entreprises sinistrées ne seront souvent pas mises en faillite, notamment en Russie.

Toutes les aspirations à une « appropriation sociale » réelle et autonome des choix se sont heurtées à la répression du parti unique. La démocratie socialiste qui se cherchait, de 1956 au Printemps de Prague, de l'autogestion « de bas en haut » aux conseils ouvriers, avait pour logique la réduction des écarts entre droits proclamés et réalité, une responsabilisation radicale et égalitaire des êtres humains pour la satisfaction de leurs besoins dans toutes les sphères de la vie.

La répression des mouvements autonomes sociaux et politiques fut donc systématique. mais elle n'explique pas l'héritage de socialisation par des grandes entreprises qui va perdurer un temps dans la transformation capitaliste...

Quant à la bureaucratie des PC, elle s'est différenciée, face aux réformes comme face aux crises, sans pouvoir s'appuyer durablement sur une répression totalitaire. Tant qu'elle a pu assurer sa propre promotion et ses privilèges en régnant au nom des travailleurs sur la base de l'amélioration de leur condition de vie et de sécurité sociale, sans relations marchandes, elle l'a fait. Il fallait pour cela qu'existent des marges de croissance extensives (au plan national et international) sur des bases non capitalistes.

II - Facteurs internes/externes du basculement des années 1980

Les années 1970 se traduisent par la combinaison du blocage des réformes intérieure associée à une croissance très endettée dans plusieurs pays d'Europe de l'Est. A la fin de cette décennie, l'intervention soviétique en Afghanistan ouvrira l'ultime phase de Guerre froide qui va peser très

lourd sur l'URSS.

Mais l'ordre mondial capitaliste a été lui-même confronté dans les années 1960-1970 à de multiples remises en cause : la poursuite de la décolonisation, la montée des résistances de l'OPEP, de la France de Mai 1968 à la révolution des œillets au Portugal en passant par le Chili d'Allende... La « stagflation » des années 1970 recouvre une détérioration des gains de productivité, une montée générale des coûts et de l'endettement, dans un contexte de crise du système monétaire international et de l'hégémonie étatsunienne.

La contre-révolution conservatrice et ses offensives sociales qui commencent avec Margaret Thatcher se poursuit avec l'arrivée de Reagan au pouvoir.

La capacité réactive et inventive du capitalisme face à ses crises, notamment la mobilisation des révolutions technologiques pour réorganiser l'espace productif et les rapports sociaux, tranche avec le conservatisme bureaucratique et ses paralysies sociales.

Alors que pendant plusieurs décennies l'écart technologique et de niveau de vie entre pays capitalistes développés et pays de l'Europe de l'Est s'était réduit, il va désormais se creuser... Voilà la base matérialiste, aux multiples conséquences sociales et subjectives, du retournement des années 1980.

De la course aux armements à l'endettement

De 1980 à 1985, les pressions de la course aux armements (et de la « guerre des Etoiles ») de la phase Reagan s'exercent encore dans le cadre d'une guerre froide entre systèmes ; l'URSS paie au prix fort, sur tous les plans, l'intervention de 1979 en Afghanistan. Mais si les dépenses de recherche technologiques et militaires aux Etats-Unis, financés par un déficit budgétaire abyssal, ont des effets de relance de leur économie dans la décennie 1980, l'effet est tout autre dans une économie non marchande comme celle de l'URSS. Les dépenses militaires du début des années 1980 furent des ponctions sur d'autres budgets - ceux des infrastructures et équipements soviétiques civils rapidement obsolètes.

Pour Gorbatchev, en 1985, le « désengagement » soviétique (notamment en Allemagne de l'Est, moyennant un financement allemand pour le retrait de l'armée soviétique) devint décisif afin de se concentrer sur les réformes intérieures, et d'obtenir des crédits occidentaux pour importer les nouvelles technologies [Jean-François Soulet, 2006]. Le ton n'est plus, comme sous le règne de Khrouchtchev au rattrapage annoncé du capitalisme (pour 1980 !), mais à la « coexistence pacifique ». L'URSS veut désormais aussi se désengager des aides politico-économiques essentielles à sa politique internationale, notamment vers Cuba ou le Nicaragua ; et elle veut obtenir remboursement des dettes qui lui sont dues par les pays frères dans le cadre du CAEM (Conseil d'assistance économique mutuel parfois désigné en anglais par COMECON) - dettes accrues par l'augmentation du prix du pétrole en partie répercutée de façon différée sur les relations de prix intérieurs au CAEM.

Parallèlement, au cours des années 1970, les partis au pouvoir dans plusieurs pays d'Europe de l'Est (Hongrie, Roumanie, Pologne, Yougoslavie, Allemagne de l'Est) ont mis un coup d'arrêt aux réformes intérieures marchandes, mais ouvert les vannes aux importations pour moderniser leurs économies et répondre aux aspirations de consommation des populations. L'endettement extérieur en devises fortes auprès des créanciers privés (symétrique, bien que sur une échelle moindre, à l'endettement des pays du Sud à la même époque) s'est creusé avec la difficulté d'exportation, associée au ralentissement de la croissance mondiale et à la faible compétitivité de leurs produits.

La décennie 1980 fut donc pour l'URSS celle de la course aux armement puis de son désengagement

radical dans un contexte de ralentissement de sa croissance et de contre-offensive conservatrice (dite néo-libérale) mondiale ; mais dans le même temps, les relations au sein du CAEM se tendaient et ces années furent aussi celles d'un endettement en devises fortes sans précédent pour plusieurs pays clés d'Europe de l'Est - Pologne, Yougoslavie, Roumanie, Hongrie, RDA. On est ainsi passé, dans un phase de fragilité endogène de ces systèmes, de relations très protégées par rapport au marché mondial jusqu'aux années 1970 à un endettement extérieur qui se confronte au tournant néo-libéral mondial. La hausse des taux d'intérêt des Etats-Unis au début de la décennie 1980, se répercute en chaîne sur les taux d'intérêt variables des crédits contractés auprès des banques privées, creusant la « crise de la dette ».

Il s'agit-là d'une bifurcation de l'histoire, d'une phase nouvelle où les pressions externes des créiteurs et d'un FMI sous domination étasunienne et converti aux politiques « d'ajustement structurel » se combinaient aux impasses de la croissance extensive en Europe de l'Est et en URSS : les forces productives qui avaient permis au parti unique de régner au nom des travailleurs sur des bases protectrices étaient désormais confrontées à la concurrence d'une économie-monde capitaliste et impérialiste en recomposition sur des bases technologiques, financières et militaires redoutables.

Les réponses des partis au pouvoir en Europe de l'Est à la crise de la dette furent différenciées.

En Pologne, le gouvernement Gierek décida la hausse des prix des biens de consommation qui produisit, comme on l'a dit plus haut, l'explosion de Solidarnosc. Après la décennie de répression, et une phase de compromis négociés avec le régime (la Table ronde) le pays bascule comme ailleurs après 1989 vers le pluralisme. A la corruption déjà évoquée des syndicalistes par l'AFL-CIO, il faut ajouter les autres choix financiers des Etats-Unis pour faire basculer ce pays stratégique vers ce qui n'était pas le programme de Solidarnosc (les privatisations) : l'annulation de la dette polonaise externe au début des années 1990 va permettre d'amortir le choc de la thérapie libérale...

En Roumanie, Ceaucescu remboursa au cours de la décennie 1980 l'intégralité de la dette sur la base d'une dictature féroce exercée contre son peuple. Ses pairs préférèrent tenter de garder le pouvoir en faisant payer au dictateur l'impopularité d'un tel régime par son assassinat au cours d'une pseudo « révolution », au tournant des années 1990.

En Yougoslavie, les années 1980 furent marquées par la paralysie des institutions centrales, incapables de faire accepter des politiques fédérales de remboursement de la dette contestées par les travailleurs et par les pouvoirs républicains : l'inflation galopante à trois chiffres exprima ces multiples résistances associés à des milliers de grèves éclatées combinées à la montée des tensions nationalistes. Le creusement des écarts entre républiques et la désagrégation de toutes les solidarités préfigurait l'éclatement de la fédération : les républiques riches, Slovénie et Croatie, reprochaient à Belgrade de manipuler la planche à billet, tout en préparant leur monnaie.

Les dirigeants hongrois, quant à eux, furent les seuls à tenter de préserver la stabilité sociale et politique du système en choisissant de rembourser la dette par la vente des meilleures entreprises au capital étranger... Dans le contexte du désengagement soviétique, ils ouvriront les frontières vers l'Autriche rendant de fait caduc le Mur de Berlin.

La RDA de Honecker était en effet « lâchée » par Gorbatchev dès novembre 1987 [Jean-François Soulet, 2006 ; G. Mink et J-C Szurek, 1999]. Le dirigeant soviétique voyait dans l'unification allemande une possible solution optimale pour sa propre politique de désengagement militaire de l'URSS - en escomptant non seulement des subsides allemands pour la rapatriement de l'armée soviétique, mais une sortie de la logique des « blocs » et de la course aux armements si coûteuse.

La dynamique de l'unification allemande échappa à Gorbatchev - de même que l'URSS elle-même... Et si le Pacte de Varsovie fut dissout en 1991, l'OTAN se redéploya vers l'Est, à la faveur de la crise yougoslave...

Des « révolutions »...

Timothy Garton Ash [1993] a inventé ce néologisme pour décrire la « grande transformation » [Polanyi, 1957] capitaliste affectant depuis la fin des années 1980 l'URSS et l'Europe de l'Est sous des formes très inattendues : des réformes « d'en haut » vont révolutionner le système, sans innovations portées par des mouvements de masse. Elles vont prétendre apporter « modernité » et « efficacité » par le marché et les privatisations forcées.

Comment cela a-t-il été possible ?

La remise en cause de l'ancien parti/Etat unique était populaire et ne fut pas difficile tant les dirigeants en place ne pouvaient plus régner sur les bases antérieures de façon stable. Et le parti/Etat étant à la fois infrastructure et superstructure, son démantèlement permettait une transformation radicale de système... Il suffisait que les nouveaux élus, par de nouvelles lois votées sans transparence des choix s'attaquent aux fondements de l'ordre socio-économique.

Mais la grande masse des populations, et notamment au congrès de Solidarnosc en Pologne en 1980, ne s'est jamais mobilisée pour un projet de privatisations généralisées. Le but était de vivre mieux et plus libre, en dehors de tout débat sur des « ismes » ou des idéologies brouillées. L'espoir était souvent de bénéficier du meilleur de chaque système - et plutôt du modèle suédois que du capitalisme anglo-saxon...

Le rejet des anciennes dictatures et de partis largement corrompus, désormais incapables d'assurer même le maintien du niveau de vie, facilita, comme en Pologne ou en Tchécoslovaquie des coalitions larges lors des premières élections libres. Mais ces fronts « contre » se sont ensuite partout divisés au cours de la décennie 1990 sur les « pour » : car il n'était nullement évident et « facile » de démanteler la propriété sociale en affrontant les grandes concentrations ouvrières et leurs avantages acquis au sein des grandes entreprises.

Les courants libéraux prétendaient remettre en cause l'arbitraire et les gaspillages de l'ancien système de parti-Etat ; mais aussi les protections sociales - ce qu'ils taisaient généralement dans les campagnes électorales, pour le mettre en pratique ensuite. Et c'est en partie pourquoi les résultats électoraux ont varié, selon les promesses des nouveaux et anciens partis plus ou moins réformés et ce que telle ou telle partie de la population (en position plus ou moins bonne pour affronter l'incertitude du marché) voulait exprimer en premier : une sanction des anciens dirigeants corrompus, une volonté de changement radical, ou encore la peur de changements perçus, à tort ou à raison, comme menaçants.

La force initiale des courants néo-libéraux était initialement de prétendre apporter à la fois efficacité économique et libertés, sur la base des préceptes se disant universels du « Consensus de Washington ». Pour la grande masse des gens, marchés et privatisations étaient des abstractions que les économistes, souvent moins discrédités que les partis politiques, étaient censés maîtriser. Les enquêtes montraient [Jarosz, 2000] que l'idée des privatisations pouvait être populaire si elle était formulée de façon générale (alors assimilée à la souplesse et aux vitrines occidentales pleines) ; moins populaire était le choix d'une privatisation de l'entreprise où l'on travaillait...

En prétendant à la scientificité, les préceptes néo-libéraux avaient un caractère *volontariste*, *dogmatique* et *normatif* - prétendant abusivement que les succès ailleurs dans le monde leur étaient imputables. Ils se sont en pratique imposés en excluant leurs choix du domaine des débats

démocratiques [Sapir, 2002]. En Europe de l'Est ils bénéficièrent non seulement de la force des institutions de la mondialisation (avec le rôle direct de la Banque mondiale dans la réorganisation des budgets et de la comptabilité...), mais aussi du passif de l'arbitraire politique de l'ancien parti/Etat... et du soutien zélé d'anciens membres de sa nomenklatura.

Le basculement des « ex » vers les privatisations sans apport de capital

Paradoxalement, en effet, la pseudo légitimation scientifique (et donc hors démocratie) du « consensus de Washington » a facilité le basculement socio-politique et idéologique de bon nombre d'anciens dirigeants du parti unique vers les privatisations, sous des rythmes et des étiquettes variables. Tout en se réclamant des nouveaux dogmes, ils allaient s'efforcer de transformer leurs anciens privilèges de fonction en privilèges de la propriété, (initialement sous des formes « sauvages »), avec des étiquettes politiques variables. Comme les mêmes personnages passaient de l'étiquette communiste à celles de « démocrates » et « libéraux », les populations pouvaient éventuellement croire qu'ils allaient combiner les protections sociales passées avec la démocratie et les libertés...

Les formes prises par les privatisations ont renforcé les ambiguïtés des premières années de la « transition » et de leur basculement sans précédent historique [Eyal, Szelenyi & Townsley, 1998 ; Kornai, 1990 ; Drweski, 2002, Samary 2004].

Dans le vocabulaire courant, en Pologne comme dans l'ex-Yougoslavie ou en URSS, on a donné au mot « privatisation » le sens (plus populaire) de « changements de la propriété ». Mais il faut établir une distinction majeure entre la « petite privatisation » (recouvrant principalement la création de nouvelles et petites entreprises) et la « grande privatisation » (concernant les grandes entreprises, c'est-à-dire aussi l'essentiel de l'emploi et de la production de ces pays industrialisés [8]).

La petite privatisation a généralement été le moteur de la croissance des pays d'Europe centrale et orientale, notamment en Pologne. Elle a parfois été valorisée, comme voie privilégiée de la transition. Et il est certain qu'elle a contribué à créer une souplesse de réponses à certains besoins de services (restauration, réparation, téléphonie, informatique, commerce...) ; elle introduisait un mécanisme concurrentiel, de vrais propriétaires et un transfert plus ou moins rapide des financements vers les nouvelles firmes privées (*start-up*). Les exemptions initiales d'impôts en direction des nouvelles entreprises ont généralement favorisé ce processus. Mais ces petites entreprises furent souvent fragiles et leur croissance atteint très rapidement des limites.

Par ailleurs, dans l'agriculture, en Pologne et Yougoslavie, la grande masse des terres était privée dans l'ancien système (avec des limites de taille et d'emplois pour maintenir le caractère de petits producteurs marchands, dépendant des subsides de l'Etat et des aides fournies par les grandes fermes publiques)... D'où l'apparent paradoxe d'une petite paysannerie privée, en Pologne comme en Serbie, qui s'avèrera être une clientèle électorale durable des partis les plus populistes issus de l'ancien parti unique, car... se sentant menacée par des partis libéraux partisans de « privatisations », sans protections sociales face à la concurrence de produits agricoles de firmes agro-exportatrices puissamment subventionnées venant de l'Union européenne ou des Etats-Unis...

Globalement, les petites privatisations n'étaient pas une rupture avec l'ancien système ; et nulle part leur extension n'a résolu le problème des restructurations des grandes entreprises - le cœur industriel du régime. Le coût social, économique et politique de leur restructuration/destruction était bel et bien l'enjeu majeur de la restauration capitaliste.

C'est donc bien *la privatisation des grandes entreprises* (la « grande privatisation ») qui est significative des enjeux, difficultés et choix opaques des « révolutions » de la « transition ».

Le critère essentiel de différenciation des grandes privatisations fut et demeure *l'apport ou pas de capital* (seule la première variante correspondant à une vente réelle contre du capital-argent).

Or, le choix de la vente se confrontait à un paradoxe pour un programme de privatisations généralisées dans des pays où la majeure partie du PIB et de l'emploi était concentré dans des firmes publiques et de grande taille : l'insuffisance majeure de capital-argent national accumulé pour acheter et restructurer ces entreprises...

Ce fait essentiel souligne la nature non capitaliste du système antérieur, organiquement associée aux fonctions limitées de la monnaie, à l'absence d'un marché du capital, au caractère non marchand des principaux moyens de production derrière les rapports de propriété de l'ancien système. Et c'est pourquoi, dans l'ensemble, l'accumulation de capital-argent n'a pu réellement commencer qu'après le début de la transition souvent sous les formes violentes et « primitives » d'un « capitalisme sauvage » [Nagels, 1991].

Mais cela montre aussi le caractère largement « exogène » (externe au système) du programme de privatisations, importé des institutions de la mondialisation... Un tel programme ne pouvait avancer sans « traduction » prenant en compte les données intérieures.

Globalement, la privatisation par vente n'a, pour l'essentiel, trouvé comme acheteur que le capital étranger. Pour des pays qui voulaient conquérir leur indépendance et souveraineté en se détachant de l'URSS hégémonique, un tel choix n'était guère populaire. Et pour les aspirants bourgeois nationaux, l'espoir de privatisations pour eux-mêmes était plus attractif que de se transformer en simple « bourgeoisie compradore », utilisant leurs connaissances des rouages internes au service du capital étranger. En pratique, seules la Hongrie et l'Estonie ont opté pour des privatisations par vente au capital étranger, au début de la transition.

Les privatisations sans apport de capital furent donc la « traduction », l'invention spécifique répondant aux données intérieures dominantes de ces « révolutions »...

Elles furent appelées « privatisations directes » par la sociologue polonaise Maria Jarosz [2000], décrivant par là *les privatisations qui s'opéraient sans capital*, par un changement juridique de propriété. Celui-ci rendait possible un changement de logique socio-économique et de statut des travailleurs (c'était son but) en vue de rapports de privatisations capitalistes marchandes réelles. Mais cet objectif ne pouvait être explicité, tant il était nécessaire dans les premières années de la « transition » de légitimer le processus comme « démocratique » aux yeux des populations concernées. La possibilité de « choix » de diverses formes de « privatisations » laissées aux travailleurs, et les priorités d'acquisition « gratuites » d'actions qui leur furent accordées « dans ce processus étaient une reconnaissance de leur rôle dans la production et la propriété légale de ces actifs - moyennant la « restitution » prévue d'une part de ceux qui furent nationalisés au début des changements de régimes, après guerre.

Il y eut, pour l'essentiel *deux grandes variantes de « privatisations directes »* dans la plupart des pays concernés au début de la transition : des privatisations... *en faveur de l'Etat* et des « privatisations de masse » quasi gratuites, en faveur des *insiders* (employés et managers de l'entreprise).

La notion paradoxale de « *privatisations directes en faveur de l'Etat* » révèle l'ambiguïté soulignée des mots utilisés. Mais le processus lui-même recouvre le changement de base sociale des Etats. Désormais il ne s'agissait plus de régner « au nom des travailleurs » (même sur leur dos), et sans les attributs (droits réels de gestion, de mise en faillite, de vente, de transmission) d'un « vrai » propriétaire.

C'est bien cette réalité passée que les programmes libéraux ont voulu remettre en cause. Par les privatisations directes, il fallait faire émerger une *vraie* propriété – même d'Etat, permettant à la fois un changement du statut des travailleurs et, selon les besoins, la restructuration des entreprises sous contrainte de marché, et leur vente ultérieure... C'est ce qu'en Pologne on a désigné comme « commercialisation » des entreprises d'Etat, assortie de la suppression de tout vestige de conseil ouvrier...

La **première source d'ambiguïté** des *révolutions* fut là : la radicalité des changements de propriété (de statuts sociaux et de rapports de production/distribution) qui furent introduits par l'Etat n'a sans doute pas été initialement perçue par les populations concernées. Quand l'Etat devenait majoritairement actionnaire des entreprises, elles escomptaient souvent une continuité avec l'Etat/parti de l'ancien régime, certes dictateur mais aussi protecteur socialement.

Cette illusion populaire de continuité protectrice s'exprima aussi dans les votes en faveur des ex-communistes sous nouvelle étiquette socialiste ou social-démocrate dès les premières années de la transition. Ce fut le cas en Pologne, après moins de trois ans de thérapie de choc libérale. Sauf que les ex-communistes social-démocratisés une fois de retour au pouvoir par les urnes, en Pologne et ailleurs, firent généralement le choix d'être les relais zélés de l'OTAN et des transformations ultra-libérales, non sans corruption. Ils le paient aujourd'hui par le fait que c'est la droite nationaliste et xénophobe qui a porté, contre la « gauche » le discours de dénonciation de la fracture sociale et qui remporte bien souvent des élections, sur cette base.

La **deuxième source d'ambiguïté** résida dans l'autre forme de privatisations directes : les « *privatisations de masse* », formes diverses d'actionnariat populaire sur des bases quasi gratuites. Elles exprimaient explicitement la reconnaissance du fait que l'ancienne propriété « collective » revenait « *de droit* » (*donc* prioritairement et gratuitement) à une échelle massive, aux travailleurs et populations. En Russie, notamment, la présentation médiatique du programme « en cinq cents jours » de privatisation élaboré par l'académicien S. Chataline au début de la décennie 1990 insistait sur la « restitution » au peuple d'une propriété usurpée et le moyen de mettre fin à la criminalité souterraine [Favarel-Garrigues, 2003].

Ces « *privatisations de masse* » en faveur des *insiders* ont été mises en œuvre dans la plupart des pays (de la Russie à la République tchèque en passant par les pays balkaniques) au début de la transition selon différents scénarios. Ceux-ci revenaient à distribuer aux populations et travailleurs un « pouvoir d'achat » de parts d'entreprises : « coupons » - *vouchers* en Russie - permettant d'acheter des actions, distribution gratuite ou quasi-gratuite d'actions, droits prioritaires et tarifs privilégiés dans l'acquisition de parts de leurs entreprises... Les formes de ces privatisations variaient, du recours à divers types de fonds d'investissements aux procédures d'enchères directes... L'exemple slovène évoqué plus loin, n'est donc qu'une illustration dans des conditions plus favorables héritées de l'autogestion, d'une transformation d'un statut (de salarié d'un Etat non capitaliste et protecteur ou de travailleur autogestionnaire) en réel salarié licencié et soumis aux contraintes marchandes, par l'actionnariat.

En substance, les deux formes de privatisations directes sans capital (par l'Etat ou les privatisations de masse) ont contribué à supprimer toute forme de droits de gestion et d'organes d'autogestion dans les grandes entreprises ; et avec un Etat souvent actionnaire majoritaire, on a préparé une phase ultérieure de privatisations, souvent clientéliste...

Des logiques contradictoires étaient à l'œuvre derrière l'ambiguïté des « *privatisations de masse* ». *Du point de vue des employés* : le choix pragmatique de cette forme de privatisation visait au moins à protéger notamment l'emploi, et les avantages sociaux qui lui étaient associés dans les grandes entreprises, contre des restructurations qu'auraient imposées des

outsiders privés (l'Etat étant perçu comme moins dangereux). Alors que du point de vue des nouveaux pouvoirs en place et des réformateurs, il s'agissait d'abord de légitimer les privatisations aux yeux des populations ; simultanément, cela permettait de « prouver » aux institutions mondiales qu'il y avait « privatisation » donc rupture avec l'ancien système, ce qui conditionnait des crédits ou le rapprochement avec l'Union européenne (UE).

Ce faisant, un processus réel de polarisations sociales nouvelles et de concentration de la propriété s'engageait, notamment en faveur des anciens directeurs d'entreprise ou de branche, derrière la dispersion d'un actionnariat populaire sans argent et sans pouvoir, sauf celui de ralentir les restructurations. L'Etat « privatisé », développait des logiques clientélistes dans la gestion de ses nouveaux droits de propriété ou cédait ses parts à de « vrais » investisseurs privés nationaux ou étrangers. Nous n'entrerons pas ici dans l'analyse des montages financiers et guerres d'oligarques que tout cela à recouvert.

Derrière les privatisations de masse, on assista à un vidage de la substance productive des grandes entreprises... mais en évitant de fait le licenciement frontal des travailleurs. La chute des crédits en direction de ces entreprises et au bénéfice au contraire du secteur réellement « privé », le non paiement des salaires, accompagnera un temps plus ou moins long la non fermeture d'entreprises en faillite... En Russie les relations de trocs dominantes jusqu'à la crise financière de 1998[Sapir, 1998 ; Zlotowski, 1998] ont illustré la survivance d'éléments de l'ancien système dans cette phase particulière, certaines d'entre elles fournissant même en leur sein gratuitement des services à la population locale non employée.

Un choc social profond...

L'effondrement de la croissance subi dans la première moitié des années 1990 est souvent comparé dans son ampleur, à la crise de 1929 (en dépit des différences de cadre et de système économique). Entre 1989 et 1992, cet effondrement qu'on a ensuite appelé « crise systémique » a été général pour tous les pays concernés : près de 40 à 50% selon les branches en Russie, mais aussi 20% en Hongrie, de 30% en république tchèque, de 50% en Pologne... au moins aussi grave, et souvent plus, dans les nouveaux pays indépendants issus de la décomposition de l'URSS.

Après 1993, la croissance a repris en Pologne (grâce à l'annulation de la dette extérieure évoquée) ; puis elle gagne d'autres PECO (Pays d'Europe centrale et orientale). Mais dix ans après la chute du Mur, en 1999, le PIB des trois pays baltes était inférieur de 20 à 40% de son niveau en 1989 ; la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et la Slovénie avaient juste retrouvé ou légèrement dépassé le niveau du PIB de 1989 ; seule la Pologne avait connu une progression de 20% de son PIB par rapport à 1989 - notamment grâce à une annulation de sa dette externe au début de la décennie, rarement mentionnée. Avec le nouveau millénaire, la croissance s'est accompagnée du creusement du chômage et des inégalités - parce que la restructuration des grandes entreprises et de l'agriculture était à peine entamée et que les financements s'étaient concentrés sur les secteurs les plus riches... La montée du chômage et de la pauvreté, de même que la perte d'accès à des services autrefois gratuits, ou les effets des changements de prix ne sont pas reflétés dans les indicateurs de « croissance » ou de « rattrapage » basés sur les PIB (production intérieure brute)... On a donc à la fois « rattrapage » (au sens de taux de croissance des PIB supérieurs à la moyenne des pays capitalistes développés), et montée de la pauvreté, de la précarité, des inégalités.

Le volume d'emploi était en 1999 de 73% de son niveau de 1989 en Hongrie, Estonie ; 90% en Pologne. Le développement du chômage s'est poursuivi avec la « croissance » - près de 20% en Pologne au moment de l'adhésion à l'UE en mai 2004 (avec une réduction ensuite, mais très inégale selon les régions du pays. L'ensemble est en partie camouflé par la baisse de la « population active », accompagné par le repli sur les lopins de terre, le travail au noir et la montée de la prostitution.

La privatisation des services de santé et de crèche, la chute des budgets d'éducation en partie décentralisés vers des collectivités locales sans ressources accompagnent une montée générale de la pauvreté et du creusement des écarts sociaux et régionaux. Les systèmes de protection sociale ont été réformés, notamment les retraites, dans le sens des modèles néo-libéraux promus par la Banque mondiale et l'OCDE dont les experts, notamment en Pologne et en Hongrie ont directement participé à l'élaboration des réformes.

La décentralisation régionale, présentée comme démocratisation et destruction des anciens mécanismes centralisateurs est supposée aussi donner aux collectivités locales les moyens d'assurer les dépenses de formations et de sécurité sociale. Mais faute de ressources fiscales, des écoles et autres services publics ferment (notamment en Pologne) alors que les anciennes grandes entreprises se trouvent démantelées ou asphyxiées faute de crédit.

« Filet de sûreté », les petits lopins de terre assurant l'auto-subsistance, parfois appelés « agriculture à fonction sociale », ont été désignés par la commission européenne comme l'obstacle à la restructuration de l'ensemble du secteur pour les nouveaux membres de l'UE dans la période de négociations et aujourd'hui. Le Fonds de sécurité sociale agricole qui absorbe le gros des ressources budgétaires de l'Union européenne (UE) sera-t-il réduit au bénéfice d'une logique productive favorable au secteur marchand compétitif ? La voie de la modernisation souhaitée par une couche d'agriculteurs marchands est conflictuelle avec la situation d'une masse de petites exploitations qui n'ont guère d'avenir économique - sauf à être réinsérés dans une politique rurale ambitieuse et créatrice de solidarités, de développement régional et d'emplois... Ce qui n'est pas véritablement à l'ordre du jour des négociations agricoles mondiales et soulève toute l'incertitude des réformes de la PAC (politique agricole commune de l'UE)...

Au total, les points de départ comme les trajectoires ont été différenciés. Toutefois, derrière ces différences, un même bilan pour l'ensemble de l'Europe de l'Est et l'ex-URSS peut être dressé, même par la Banque Mondiale [9] : « *La pauvreté est devenue bien plus répandue et a augmenté à un rythme plus rapide que nulle part ailleurs dans le monde.* » De plus, elle souligne que « *l'inégalité s'est accrue dans toutes les économies en transition et de façon dramatique dans certaines d'entre elles* », et ce, « *bien que les pays de cette région aient commencé la transition avec des niveaux d'inégalités parmi les plus faibles du monde* ».

Le rôle spécifique de la construction européenne sur la « transition » - et réciproquement...

La promesse de « retour à l'Europe » a souvent servi de substitut de programme électoral aux partis libéraux. et il ne fait pas de doute, notamment pour les jeunes, que l'idée d'une Europe sans frontière, ou l'intégration dans la partie la plus développée et riche de traditions de l'Europe occidentale, sont attractives. Et pourtant... les critères de fait imposés pour (et bien avant) l'adhésion ont été ceux des « politiques d'ajustement structurel » du FMI...

L'infléchissement néo-libéral de la construction européenne s'est effectué avant la chute du Mur de Berlin, avec le tournant vers la « rigueur » de la gauche française au pouvoir, en 1982-1983. L'Acte Unique de 1985-1986 vers un grand marché unifié par la libre circulation des marchandises et des capitaux à l'horizon des années 1990 et le projet de monnaie unique construisent déjà un nouvel agencement des mécanismes, priorités et politiques économiques : le rétablissement des taux de marge, l'accent sur l'abaissement du coût du travail par la remise en cause des protections et conventions collectives et la concurrence mondiale, le désengagement social des Etats en même temps que la baisse de la fiscalité sur les entreprises et les grandes fortunes...

Rien de tout cela n'est attractif pour les populations, qu'elles soient d'Europe de l'Est, de l'Ouest ou

du Sud. Mais ce n'est pas ce qu'on a essayé de leur « vendre » en proposant de s'intégrer « à l'Europe » - vocabulaire fort impérial, qui assimile un projet particulier à un continent, niant par là même tout apport européen des « autres », comme les Etats-Unis sont devenus « l'Amérique »... Le thème du « retour vers l'Europe » vise plusieurs objectifs : refaire l'Histoire de façon que celle de l'URSS et de l'Europe de l'Est soit réduite au goulag, à la domination soviétique, à la dictature du parti unique ; identifier la « civilisation européenne » à un « modèle » occidental et diluer derrière une vague notion d' « Europe » la réalité institutionnelle et socio-économique actuelle, évolutive, en voie de destruction du « modèle social » imaginé sur le mode de la Suède par les populations.

L'unification allemande et ses effets ont provoqué des chocs inattendus qui ont de plus en plus pesé sur les choix budgétaires de cette « Europe » devenue Union européenne (UE) avec le Traité de Maastricht de 1992. Alors que l'Allemagne fédérale a dépensé quelque 100 milliards de DM par an pendant plus de deux ans pour amortir le choc de son unification, il est devenu hors de question d'augmenter le budget de l'union pour absorber l'Europe de l'est... Au moment même où l'on a glorifié la « réunification du continent » et la nécessité d'être « généreux », le budget européen et les politiques sociales ont été mis sous carcan. Les critères monétaristes, le droit européen de la concurrence ont corseté les politiques budgétaires et de change des Etats membres et candidats depuis 1993 ; ils tendent à remplacer les fonds publics par des financements privés dans tous les domaines, ce qui signifie à la fois la baisse de la fiscalité sur le capital et le démantèlement des politiques sociales des Etats...

Parallèlement, les fonds européens visant à aider les régions les plus atteintes par le chômage et les restructurations de la politique agricole et industrielle vont être limités à 1% du PIB européen (au lieu d'être étendus comme cela avait été le cas pour l'adhésion de l'Irlande, de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal)... Et puisque les nouveaux membres d'Europe de l'est (plus agricoles, mais aussi connaissant un nombre croissant de pauvres et de chômeurs) et doté d'un PIB inférieur aux 2/3 de la moyenne européenne sont tous éligibles à ces fonds structurels, en concurrence des pays du Sud, on les accueille avec de nouvelles règles. Lors de l'adhésion des NEM (nouveaux Etats membres, de 2004 et 2007), les paysans d'Europe de l'Est n'ont pas eu droit aux mêmes montants que ceux de la France, ou à ce qui fut alloué aux pays du sud de l'Europe. Le PIB moyen européen baissant mathématiquement avec l'élargissement à des pays plus pauvres, des régions entières du Sud recevront moins qu'avant (sans avoir augmenté leur niveau de vie). Et pour tendre vers des critères unifiés à l'horizon du futur budget 2012, on allouera de plus en plus les fonds sur des critères de rentabilité...

La construction européenne va « de l'avant » pour des raisons politiques et de risques d'instabilités, et non pas pour couronner un succès (à moins d'appeler « succès » le démantèlement de l'ancien système et l'existence d'élections). Les populations sont de plus en plus insatisfaites et sceptiques sur « l'Europe » et la « démocratie ». Tel est l'échec réel et les risques d'instabilité de toute la région avec la montée des abstentions et des votes d'extrême droite anti-européens. L'hypothèse que l'intégration (ou la promesse d'intégration) à l'UE permettra de modérer les risques de votes d'extrême-droite et d'explosion, est en partie fondée, mais très précaire et de moins en moins assuré. Car la politique de l'UE continue, y compris dans les critères de gestion des protectorats balkaniques, à privilégier « le libre-échange », c'est-à-dire en fait, la mise en compétition de la force de travail, et le dumping fiscal : de ce point de vue, c'est l'Europe occidentale qui, par le mécanisme et les menaces de délocalisations, est en transition vers l'Europe de l'Est... Le « rattrapage » est un alignement vers les plus bas salaires et impôts...

III- Nouvelle phase d'accentuation des contraintes marchandes et renouveau des mouvements sociaux

Dans l'ensemble, plusieurs facteurs tendent à faire émerger, avec le tournant du millénaire, un durcissement des politiques de privatisations dans le sens d'une mise en œuvre plus « classique » et conflictuelle des critères capitaliste de gestion. D'une part, le durcissement évoqué des contraintes budgétaires, monétaires et fiscales imposées par l'Union européenne. D'autre part, les experts des institutions internationales insistent désormais sur de nouveaux critères s'appuyant explicitement sur le rôle nouveau des Etats pour créer les cadres « attractifs » envers le capital étranger et sur des apports réels en capital venant « d'outsider », après l'expérience accumulée des privatisations de masse, sans apport réel de capital et – par voie de conséquence – avec de faibles restructurations.

On souligne éventuellement le caractère inévitable voire finalement bénéfique (pour faire avancer les privatisations) de la première phase favorable aux « insiders » et atténuant ce faisant les risques d'explosions sociales tout en détruisant l'ancien système. Mais il faut désormais des règles plus strictes : la contraction des financements solidaires et publics, les changements de prix intégrant les contraintes de TVA imposées par l'UE, la mise en avant de politiques « attractives » pour les IDE (investissements directs étrangers), l'austérité salariale pour ne pas « provoquer » de nouvelles délocalisations plus à l'est...

Si les votes pour l'extrême-droite et la montée des abstentions sont des réponses populaires exprimant de profonds désarroi face à ces politiques, la construction de résistances sociales collectives émerge également, confrontée à des difficultés cumulées : à l'ancienne censure se substituent les nouvelles formes marchandes et médiatiques de propagation des idéologies de la mondialisation ; mais surtout, la dureté même des conditions de travail et d'existence...

Les résistances, en Slovénie, Pologne, Russie sont peu connues, précaires. Il en existe sûrement d'autres. Mais ces quelques exemples, très importants, de l'actualité récente, dans trois cas extrêmement différents, attestent d'une possible nouvelle phase.

Le cas slovène, à contre-courant...

Il faut d'abord souligner un cas à part, ou contre-exemple, un village d'Astérix... La Slovénie – avec le rôle spécifique des anciens syndicats officiels, restant acquis aux gains du passé et appuyés par la popularité du passé autogestionnaire.

La remise en cause des logiques étatistes dans l'ancienne Yougoslavie et la phase des réformes « de socialisme de marché » introduit au milieu des années 1960, s'étaient traduits par une libéralisation du rôle des syndicats, au sein des valeurs du système. Les grèves furent analysées comme le signe de dysfonctionnement de l'autogestion, un syndicaliste Neca Jovanov [1972] étant même chargé d'en faire une analyse minutieuse. Lors du tournant des années 1970, il y eut certes une remise au pas. mais elle ne pouvait avoir les mêmes traits que dans les régimes voisins.

De surcroît, les réalités politiques et sociales se sont différenciées entre républiques. Or, avec ses 2 millions d'habitants, la Slovénie était la plus riche des anciennes républiques de la Yougoslavie, la seule avec la Croatie à avoir un revenu par habitant supérieur à la moyenne yougoslave, avec en 1989 un écart de 1 à 7 du revenu par habitant entre le Kosovo et la Slovénie, et un quasi plein emploi pour cette dernière (contre 20% de chômeurs au Kosovo). Elle se dissocia du bateau qui coulait pour s'insérer la première dans la construction européenne, non sans soutien de l'Allemagne. Bien placée dans la chaîne de production de la fédération yougoslave pour exporter vers l'occident les produits finis, elle a aussi globalement bénéficié du meilleur du système titiste.

A partir d'un niveau d'industrialisation supérieur aux autres régions de la Yougoslavie à l'issue de la

Seconde guerre mondiale, la Slovénie avait creusé l'écart en profitant d'une décentralisation croissante, associée aux effets positifs de l'autogestion dans une population qualifiée. La direction communiste slovène poussa à la confédéralisation du système et libéralisa considérablement la république au plan politique et culturel jusqu'à son départ du XIV^e et dernier congrès de la Ligue des communistes yougoslaves en 1990. Elle a perdu le pouvoir face à une hétéroclite coalition de centre droit lors des premières élections pluralistes slovènes, mais sans que la popularité de l'autogestion yougoslave ne soit profondément entamée : l'acquis des services de santé et d'éducation comme la situation macro-économique étaient satisfaisantes, bien que la Slovénie ait subi le choc de la désintégration yougoslave.

Au-delà des péripéties politiques, coalitions hétérogènes et alternances, le scénario de la « transition » slovène s'est rapidement distingué des autres sur le plan socio-économique. La principale différence a été la transformation des anciens syndicats officiels, dès le début de la décennie 1990, se dissolvant et reconstituant en Confédération des syndicats libres de Slovénie (ZSSS) sur des bases autonomes avec adhésions libres des membres, à côté d'autres syndicats minoritaires, liés à divers courants libéraux ou chrétiens. La ZSSS s'est transformée en véritable force de mobilisation sociale nationale. Lors des débats en vue de l'adoption de la Loi de privatisation au Parlement, la nouvelle confédération des syndicats libres a lancé une grève générale qui a paralysé le pays, alors que des tensions majeures étaient apparues entre députés sur le projet de loi. Contre une logique étatiste clientéliste visant au démantèlement frontal de l'autogestion, l'économiste et Ministre Joze Menciger démissionna du gouvernement. Sans avoir fait partie du sérail communiste, il voulait préserver les anciens collectifs d'entreprise, travailleurs et directeurs, donc l'efficacité de gestion avait été réelle ; et n'adhérait pas aux préceptes libéraux.

En pratique, pendant quelque trois ans, la Slovénie n'a pas eu de loi de privatisations. Les compromis qui ont émergé de ces tensions ont fait de la Slovénie post-titiste un capitalisme où l'Etat a gardé une bonne partie de fonctions sociales ailleurs démantelées, où bien des acquis passés dans les services publics ont été conservés, où les privatisations ont été les plus limitées, les moins ouvertes au capital étranger, les moins soumises aux préceptes du « Consensus de Washington » résumant les préceptes néo-libéraux.

Au plan national, et jusqu'à ce jour, en place et lieu de l'atomisation des travailleurs à l'œuvre ailleurs, le rôle de pression et mobilisation des syndicats slovènes a été essentiel ; il s'est traduit par des cadres de négociations tripartites (Etat, représentation patronale, syndicats) qui ont considérablement atténué les logiques concurrentielles. En pratique, au tournant du millénaire, les privatisations, plus encore qu'ailleurs, avaient les traits des « privatisations de masse » gratuites ou quasi-gratuites au profit des « insiders » (travailleurs des entreprises concernées) pour plus de 40% ; transferts gratuits d'environ 40% à des fonds publics et para-publics (fonds de développement, retraites, etc.) ; et faible ouverture au capital privé étranger - au grand reproche de la Commission européenne.

Contrairement à la logique concurrentielle prévalant ailleurs, la Slovénie n'a pas cherché à faire jouer un « avantage comparatif » pour attirer les IDE par l'abaissement des salaires et des avantages fiscaux : les salaires moyens mensuels étaient fin 2001 [10] de 974 euros en Slovénie (contre 520 en Pologne, 416 en république tchèque, 260 en Lettonie, 348 en Hongrie et encore moins partout ailleurs...). L'Etat a conservé la maîtrise des financements, une fiscalité élevée sur le capital et le contrôle des industries stratégiques, parce que les IDE n'étaient pas recherchés comme financement prioritaire... Or le PIB par habitant de la Slovénie était, lors de son adhésion à l'UE en mai 2004 de l'ordre de celui de l'Espagne, avec près des 2/3 de la moyenne européenne, bien au-dessus de celui de tous les autres membres d'Europe de l'est...

Et pourtant, tout cela est sous précaire, sans véritable représentation politique des travailleurs avec

des pratiques de corruption des partis de gauche en voie de social-libéralisation. D'où les alternances, sans cohérence, mais sous pression des institutions et gouvernements de la mondialisation soucieux de faire disparaître un exemple, si petit soit-il qui résiste aux démonstrations habituelles...

Mais la tentative récente d'introduire un impôt uniforme (la « flat tax » de 17% déjà à l'œuvre en Slovaquie) a produit un nouvel appel à mobilisation par la Confédération des syndicats libres, avec une manifestation de quelque 40 000 personnes en novembre 2005 qui a bloqué le projet. Tout récemment, enfin, face à l'augmentation des prix qui sape le niveau de vie, pour la première fois, tous les syndicats se sont unis en novembre 2007 pour exiger l'augmentation des salaires, avec une grève sans précédent de quelque 70 000 personnes (pour une population active d'environ un million de personnes...) [11].

La résistance slovène n'a pas été étouffée. Mais elle est menacée de l'être. Elle a besoin qu'au-delà de manifestations ponctuelles, des formes de résistances et d'auto-organisation se déploient. Elle a besoin aussi de trouver des relais politiques intérieurs à la hauteur de la radicalité sociale ; et elle est en quête de soutiens syndicaux et politiques internationaux, notamment européens, qui s'inspireraient eux-mêmes des succès remportés...

Le renouveau social en Pologne [12]

En 1981, lors du coup d'Etat du général Jaruzelski et de la mise au ban du syndicat Solidarnosc, près de 80 % de la force de travail était syndiquée, avec quelque dix millions de membres de « Solidarnosc ». Aujourd'hui l'ensemble des syndicats ne regroupe que 11 % des salariés, selon les chiffres officiels fournis par les appareils syndicaux dont les trois plus importants doivent annoncer au moins 300 000 membres chacun pour sauvegarder leur place au sein de la « commission tripartite ».

On a vu que la restauration capitaliste a pris en partie la forme de la « commercialisation » des entreprises étatisées avec suppression de toute trace de conseils ouvriers. Les entreprises étatisées ont ensuite été soumises à une politique fiscale aboutissant à leur mise en faillite et à leur privatisation clientéliste.

Dans ce processus, les syndicats eux-mêmes ou leurs dirigeants d'entreprise sont largement devenus propriétaires des sociétés anonymes sous-traitantes, issues de la division des anciennes grandes entreprises et, en général, totalement intégrées à la production de l'entreprise centrale, donc dépendantes. Par ailleurs les dirigeants syndicaux ont été fréquemment introduits dans les conseils d'administration — à titre individuel — où ils sont liés au patronat. La corruption et l'intégration au processus des privatisations a fait perdre leur base aux syndicats. Seul le syndicat WZZ « Sierpien 80 » a inscrit dans ses statuts l'interdiction de cumuler les fonctions syndicales et patronales ainsi que l'interdiction pour ses syndicats d'entreprise de posséder des sociétés... La perte de ressources et la mise en faillite des grandes entreprises, parallèlement à la corruption et à l'intégration institutionnelle des directions a littéralement désarmé les travailleurs. La difficulté d'existence, l'absence de syndicats dans les entreprises à capital étranger ont fait le reste...

Si en 1992-1993 on comptait près de 14 000 grèves, en 2002-2004 l'office central des statistiques n'en mentionne plus que... 27. Il faut intégrer à cette dégradation la fracture entre l'OPZZ d'une part — ancien syndicat officiel, aligné sur les gouvernements de la social-démocratie post-stalinienne et néolibérale, et Solidarnosc de l'autre — aligné sur les gouvernements de la droite néolibérale également et farouchement anticommuniste. Aux divisions idéologiques s'ajoutaient la difficulté de lutte liées à la diversité et à la précarisation des statuts associée aux privatisations (division entre secteur privé et public, montée du chômage atteignant dans les régions les plus sinistrées plus de

20% et une moyenne de 18% lors de l'adhésion de la Pologne à l'UE en 2004 ; multiples formes de contrats précaires etc.). Dans certains bastions traditionnels du syndicalisme indépendant les travailleurs ont massivement déserté les syndicats préférant manifester sans aucune bannière.

L'alternance politique sans alternative, les politiques de droite menées par la « gauche » social-libéralisée traversant une crise profonde en 2004-2005, les scandales à répétition affectant les partis politiques, ont commencé à changer la donne au moins sur une question : le dépassement des anciens clivages idéologiques à la base, un changement de climat pour résister à des offensives répressives, notamment.

Ainsi trois dirigeants de syndicats licenciés pour leur activité ont pris l'initiative de constituer le Comité de soutien et de défense des travailleurs réprimés (KpiORP). Celui-ci a été constitué le 21 janvier 2006 à Varsovie par le WZZ « Sierpien 80 » et par l'OZZ « Inicjatywa Pracownicza » ainsi que par le syndicat des métallurgistes de l'OPZZ, puis rejoint par des structures du syndicat Konfederacja Pracy, le syndicat des travailleurs de la santé du Centre Attis (Varsovie) et une petite organisation nationale des chômeurs. Plusieurs journaux — l'hebdomadaire *Kurier Zwiazkowy* du syndicat « Sierpien 80 », le mensuel de la gauche radicale *Nowy Robotnik*, les sites web *Lewica.pl* et *Lewica bez Cenzury*, la revue *Rewolucja* — ainsi que plusieurs petits groupes de gauche radicale ont rejoint l'activité du Comité. Il a déjà connu plusieurs succès : dénonciation publique de droits syndicaux bafoués, d'agressions sexuelles, soutien à la manifestation du 5 mars des femmes à Varsovie, qui a regroupé cette fois-ci plus de deux milles personnes et s'est terminée par un meeting pour les droits des femmes et contre leur discrimination au travail, animé entre autres par des militantes syndicales du KPiORP.

Le 3 avril 2006 le KPiORP a organisé à Poznan une manifestation pour la réintégration d'un travailleur de Goplana. Plusieurs centaines de mineurs de charbon silésiens de « Sierpien 80 » a rejoint cette manifestation d'unité syndicale, qui portait les slogans : « Droit au travail c'est notre droit ! » unifiaient les manifestants. La semaine suivante le tribunal de première instance a décidé la réintégration du travailleur licencié et les syndicalistes ont également réussi à faire condamner le directeur de Goplana pour violation du droit du travail.

Attaqué dans les médias, « dénonçant » notamment la présence active de militants de la gauche radicale en son sein, le KPiORP a réagi par un article cinglant de Boguslaw Zietek dirigeant de « Sierpien 80 » : *« Au cours de ces trois mois d'activité le KPiORP a ouvert une bonne quinzaine de bureaux d'intervention dans l'ensemble du pays. Nous assurons une aide juridique gratuite et nous garantissons les interventions en défense des personnes qui s'y présentent. Nous aidons souvent des gens dont les droits étaient jusque-là foulés aux pieds et qui ne pouvaient compter sur aucune aide. Pour ces gens-là le KPiORP règle des questions, parfois très simples, qui auparavant apparaissaient comme hors de portée. C'est le règlements de telles questions simples que les gens qui demandent l'aide du KPiORP attendent le plus. Au sein du Comité agissent des personnes de bonne volonté, qui y consacrent leur temps libre et n'encaissent pas un centime pour cela. Le KPiORP a montré qu'il est possible de le faire et les gens qui s'y présentent ne sont pas traités comme un « problème » mais justement, comme des gens. Cela ferait-il si mal aux bonzes syndicaux ? (...)*

« Le KPiORP n'a pas été créé pour s'engager dans des discussions improductives et des luttes intersyndicales. Les syndicats existants ne sont pas nos ennemis, nous voudrions y voir des alliés. Mais attaqués par ceux qui préfèrent « ne rien faire » nous devons réagir. Nous appelons à arrêter les conflits et les discordes fratricides. À unifier nos efforts pour défendre les droits et les intérêts menacés des travailleurs. Pour une lutte commune dans l'intérêt des larges masses de la société qui sont successivement privées de droits. Nous sommes devant la lutte en défense du code de travail qu'on veut libéraliser. Entamons ce combat ensemble.

« Le KPiORP est une tentative de mobilisation de la société en défense de ses droits et intérêts. En défense des droits des travailleurs, qui durant des années ont été limités et supprimés. Une mobilisation de la société pour faire face aux dangers qui existent et à ceux qui sont annoncés. Le KPiORP c'est le passage du monde du travail de la défensive à la contre-offensive ouvrière, qui permettra de mener le combat unifié, juste et efficace, pour les droits des travailleurs. » [13]

Le KPiORP a commencé aussi à entamer des actions contre le processus de privatisation de l'usine des pneumatiques Prema, déclaré non conforme à la loi après une manifestation co-organisée à Kielce avec le syndicat de l'entreprise. « Le capitalisme est à vous, Prema est à nous ! », « Pour le travail, la dignité et le pain ! », proclamaient les manifestants contre cette privatisation. « Nous sommes descendus dans la rue pour que les autorités entendent enfin la voix des travailleurs, car la démocratie cela veut dire que les 200 salariés de l'usine ont le droit de décider du sort de leur entreprise », expliquait au meeting final Mariusz Olszewski, vice-président du Parti polonais du travail [14]. « Nous sommes des humains, et pas une force de travail », renchérisait Grazyna Pieta au nom du syndicat des travailleurs de Prema.

A Varsovie, le KPiORP a commencé à mobiliser contre les projets de licenciement des chauffeurs de bus s'inscrivant dans la privatisation des transports en commun. Il a organisé en juin une action nationale en vue d'informer les travailleurs saisonniers polonais partant à l'étranger de leurs droits de travailleurs dans les pays où ils se rendent. Il est aussi mobilisé sur le terrain de la laïcité, de la défense de l'école publique et de la solidarité avec les mouvements de jeunes ailleurs en Europe — il avait organisé des piquets devant les consulats et l'ambassade de France, en avril, en solidarité avec la lutte contre les « contrat opremieère embauche - CPE ».

Ce renouveau de luttes est encouragé par des liens internationaux où s'impliquent des militants qui ne sont pas prêts à accepter l'horizon capitaliste supposé indépassable ; un renouveau qui cherche aussi sa voie dans les Forums sociaux locaux, nationaux, régionaux, européens... partout où s'ancrent des résistances à cette mondialisation où s'intègre (se désintègre...) l'Europe de l'Est...

Le cas de la Russie [15] comporte bien des points communs avec les autres pays d'Europe de l'Est et des spécificités.

Les thérapies de choc libérales impulsées par Eltsine au début des années 1990, ont légué jusqu'aux lendemains de la crise des paiements de 1998, un « système » sans précédent dans une économie majoritairement industrialisée : une gigantesque économie de troc (pour la majeure partie des transactions) où ni les salaires ni les impôts n'étaient payés. Alors que la production avait chuté de quelque 50% dans toutes les branches (avec une politique de change visant à attirer les capitaux étrangers sur les bons du trésor), l'absence de mis en faillite, la quasi-gratuité des services et produits énergétiques de base pour la population, le maintien formel d'emplois non payés assurant, avec les lopins de terre, la survie cotoyaient d'opaques montages de démantèlement de la propriété : derrière les « privatisations de masse » sans capital, le pillage par les oligarches de tout ce qui pouvait se vendre en devises fortes permettait l'accumulation primitive et sauvage d'immense fortunes, avec une fuite massive des capitaux accumulés, pendant que 2/5 des salaires étaient (en 2000) inférieurs au minimum vital - et la majorité des salaires impayés.

Jusqu'à la fin des années 1990, les secteurs qui protestèrent contre le non paiement des salaires (enseignants et personnels médicaux en 1996) étaient ceux qui étaient hors du cadre encore protecteur des grandes entreprises... Mais l'année 1998 a marqué l'entrée en lutte des mineurs confrontés à la fermeture d'un tiers des mines sans programme de reconversion. La « guerre des rails » avec le blocage en Sibérie occidentale des principales voies ferrées a fait reculer le gouvernement, sans succès durable. De premiers liens de solidarité se sont établis avec la mise en

place de piquets et rencontres. Mais le mouvement syndical est resté éclaté : la Fédération des syndicats indépendants (FNPR) issue des anciens syndicats officiels regroupe plus de 90% des syndiqués (et affirme que 90% des travailleurs des grandes et moyennes entreprises y sont syndiqués). Mais elle a gardé du système passé les liens organiques avec l'administration des entreprises dans un « partenariat social » allant du local au national qui gardait des apparences protectrices dans les années 1990.

Des « syndicats alternatifs » se sont détachés de la FNPR dans des secteurs particuliers où cette dernière manifestait son incapacité à mener des luttes. Ce fut le cas des syndicats indépendant des mineurs à la fin des années 1980, puis les dokers, pilotes de ligne, etc... Mais ils ont tous été, comme Solidarnosc, sous pression corruptrice majeure de l'AFL-CIO conditionnant son « aide matérielle » à leur soutien à l'économie de marché... Une grande partie d'entre eux reste minoritaires et, comme dans d'autres pays d'Europe de l'Est, mais contrairement aux syndicats majoritaires en Slovénie, adhère à des idéologies très anti-communistes. Leur logique principale combine l'exigence de privatisations avec des pratiques corporatistes et clientélistes envers des partis politiques libéraux ; mais dans certains cas, ils cherchent à défendre par des luttes des augmentations des salaires et peuvent basculer ultérieurement dans une logique d'affrontement avec le nouveau régime.

Enfin, « Zachtchida Truda » (défense du travail) qui déclare regrouper 16 000 membres, occupe une place spéciale sur cet échiquier : liée dans ses origines à des formations néo-staliniennes, elle s'en est autonomisée sur la base d'une orientation « lutte de classe » ouverte, en Sibérie à des anarcho-sydicalistes.

La crise financière de 1998 a, paradoxalement, entamé un renversement favorable à l'expansion de relations marchandes plus « normales », avec baisse des relations de troc et remontée du taux de croissance : l'introduction d'un taux de change plus protectionniste, puis l'envolée des prix du pétrole, se sont combinées avec la mise en place d'un Etat fort poutinien, sélectionnant les oligarches prêts à se subordonner à son pouvoir. Si le terme capitalisme d'Etat a un sens, c'est maintenant qu'il peut s'appliquer (comme d'ailleurs en Chine) et non pas dans le passé soviétique.

Si la popularité (provisoire) de Poutine a été assurée par la reprise de la croissance, le rétablissement de la distribution des salaires et d'un certain ordre économique, ainsi que l'affirmation extérieure de la Russie comme grande puissance, les années 2000 sont marquées par deux ruptures majeures avec le passé soviétique qui n'avaient pu être introduites de façon frontale jusqu'alors : le nouveau Code du travail (adopté par la Douma en décembre 2001) qui fait passer la durée légale du travail de 8 à 12 heures et supprime les protections et conventions collectives, et la Loi N 122 entrée en vigueur en janvier 2005 : celle-ci affecte de façon radicale tout ce qui était encore largement non monétisé et non marchand dans l'éducation, la santé, les transports, les logements... La majeure partie de la population, appauvrie par les réformes, survivait en pratique grâce à ces aides sociales en nature... Il s'agit théoriquement d'introduire des « compensations financières » à l'introduction de prix de marché.

Telle est la cause d'un réveil social qui prend de l'ampleur depuis 2005, en dépit d'obstacles majeurs : la répression et les modalités de pouvoirs poutiniens sont multiforme (limitations du droit de manifestation, mise en place d'une société civile « officielle » - voire d'un parti présidentiel d'opposition ... ; contrôle des médias, etc... Dès l'adoption de la loi en mai 2004, un Conseil de la solidarité sociale (S.O.S.) s'est mis en place à l'initiative de diverses organisations, des associations de retraités et d'invalides à une nouvelle confédération des syndicats alternatifs. Il a lancé une campagne massive pendant l'été et l'automne 2004. Lorsque la loi est entrée en vigueur avec le constat de l'augmentation des tarifs de transport, des manifestations spontanées, barrages de rues, occupations de bâtiments publics ont éclaté à travers tout le pays, soutenus par les activistes du S.O.S.. Elles réclamaient l'abrogation de la loi N122, l'arrêt de la politique anti-sociale, et de plus en

plus des démissions de ministres voire de Poutine lui-même. Des centaines de milliers de personnes se sont mobilisées.

Un nouveau mouvement social émerge avec un premier Forum social de Russie (FSR) organisé en avril 2005 : il a été l'occasion de généraliser à l'échelle du pays l'expérience des Conseils (« soviets ») de coordination des luttes apparus dans les régions. Ainsi une Union des Conseils de coordination des luttes (SKS) s'est créée, regroupant au départ 6 collectifs régionaux. Il en réunit plus de 25 en 2007. Il publie un journal électronique et son activité est systématiquement relayée sur le site internet de l'Institut « Action collective », animé par Carine Clément, sociologue et membre fondateur du FSR. La principale campagne a porté sur le droit au logement. Appuyée sur des réseaux spécifiques, notamment de résidents des foyers, et sur des actions ancrées dans les situations locales, la campagne s'est également traduite par des semaines coordonnées d'action à l'échelle de la Fédération de Russie (avec, en décembre 2006 des dizaines de milliers de personnes dans les rues et en mai 2007 une conférence nationale). Des documents ont été élaborés disponibles sur le site internet « Action collective ». d'autres campagnes portent sur les droits sociaux dans les entreprises [16], l'écologie, l'antifascisme, la dénonciation du nationalisme grand russe et contre la privatisation de l'éducation (réseau « éducation pour tous ») et du système de santé.

Chaque campagne est appuyée sur des réseaux visant l'ancrage des luttes « par en bas » et dans la vie quotidienne des populations. Le SKS tient tous les six mois une conférence des représentants des régions pour décider des actions à impulser. mais il est une structure souple en réseau, combattant les tentatives d'OPA menées par différentes organisations politiques, locales ou nationales. Comme le dit Carine Clément, « l'enjeu dans les débats actuels à ce sujet est de ne pas « parachuter » artificiellement sur le mouvement naissant « d'en bas » une structuration trop rigide, trop partisane et trop « moscovite ». Il me semble qu'un courant majoritaire se dégage en faveur d'une coordination souple où les militants professionnels de la capitale feraient office de soutiens organisationnels, médiatiques et idéologiques du mouvement baptisé désormais 'mouvement des soviets' en référence aux soviets porteurs de la révolution d'octobre 1917 et aux soviets régionaux constitués dans la vague des mouvements de protestations du début de l'année 2005. » Le fait est que les régions où le mouvement a été le plus vivace et durable sont celles qui ont vu la mise en place de coalitions (les « soviets ») de coordination des luttes, intégrant partis, associations, groupes informels, syndicats, au plus près des préoccupations concrètes de la population. Il s'agit d'une rupture majeure avec les pratiques de lobbying, avec, comme en Pologne, une présence active de militants de la gauche radicale, internationalistes, cherchant à relier depuis des années les premiers mouvements sociaux indépendants de Russie aux Forums sociaux mondiaux et européens...

En conclusion ouverte sur d'autres possibles...

La « modernité » du système-monde en voie de recomposition planétaire a emprunté bien des traits au capitalisme du 19^e siècle, introduits dans l'opacité des modes de décisions. L'ensemble a signifié de brutales et considérables régressions sociales dans les pays d'Europe de l'Est et sud-est, ainsi que de l'ex-URSS où les nouveaux dirigeants en place se sont alignés sur les recettes néo-libérales. Là est la cause des mécontentements populaires massifs, aujourd'hui instrumentalisés par une droite xénophobe, et non une « mentalité d'assisté » - comme l'affirme l'idéologie de la mondialisation, puissamment diffusée, qui fait des chômeurs les responsables du chômage parce qu'incapables, dit-on, de « se prendre en main » et qui transforme le risque marchand et la compétition sauvage entre inégaux en « valeur universelle »...

L'affirmation récente en Russie d'un capitalisme d'Etat qui résiste au monde unipolaire n'est malheureusement pas plus une alternative sociale à ce capitalisme sauvage « libéral » que ne l'est son possible « modèle » chinois ; et nulle nostalgie du règne des anciens partis/Etats n'est porteuse d'avenir.

Le renouveau social à l'Est ouvre d'autres choix. C'est dans l'articulation des résistances d'en bas démocratiques contre le déni de droits élémentaires, les privatisations frauduleuses et les statuts sociaux indignes que se jouera l'avenir et l'affirmation d'exigences de droits sociaux universels, du local au planétaire. Mais il faudra aussi en passer par une réappropriation de l'Histoire passée et actuelle contre les idéologies mensongères et les pensées uniques qui occultent le sens, la raison d'être des résistances aux oppressions.

Références citées

Brus W. (1968), *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste*, Paris : Maspero.

Drweski B. (2002), "Du Parti 'ouvrier' à la 'gauche démocratique'. Les métamorphoses d'un parti de pouvoir polonais (1989-2001)", in J.-M. de Waele, éd., *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, Université de Bruxelles, coll. "Sociologie politique", pp. 71-83.

Eyal G., Szelenyi I. & Townsley E. (1998), *Making Capitalism without Capitalists - The New Ruling Elites in Eastern Europe*, London, New York : Verso.

Garton Ash T. (1993), *We the People*, London : U.K. Penguin Book.

Jarosz M., Ed. (2000), *Ten Years of Direct Privatisation*, Warszawa : Institute of Political studies.

Jovanov N. 1979, *Radnicki strajkovi u SFRJ* (Grèves ouvrières en RFRJ), Belgrade Zapis

Kornai J. (1984), *Socialisme et économie de la pénurie*, Paris , Economica.

Kornai J. (1990), *The Road to a Free economy - Shifting from a Socialist Country : The Example of Hungary*, New York, London : W.W. Norton & Company.

Lewin M. 1967, *Le dernier combat de Lénine*, Minuit.

Lewin M, 1987, *La formation du système soviétique*, Gallimard.

Lewin M, 2003, *Le siècle soviétique*, Fayard, Le Monde diplomatique.

Mandel E. 1969, *De la bureaucratie*, Cahiers "Rouge" de formation communiste n° 3, Ed. Maspero.

Mandel D. 1997, « Révolution, contre-révolution et classe ouvrière en Russie », revue *Inprecor*, novembre 1997.

Mandel E. (1974), "Ten theses on the social and economic laws governing the society transitional between capitalism and socialism", *Critique, A Journal of Soviet Studies and Socialist Theory*, n°3, Autumn, pp. 5-23.

Mandel E. (1991), *Fallacies of State Capitalism*, London : Socialist Outlook.

Mink G. & Szurek J.-C. (1999), *La Grande conversion, le destin des communistes en Europe centrale*, Paris : Le Seuil.

Nagels J. (1991), *Du socialisme perversi au capitalisme sauvage*, Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.

Polanyi K. (1957), *The Great Transformation : The Political and Economic Origins of Our Times*, New York : Rinehart.

Sapir J. (2002), *Les économistes contre la démocratie - Pouvoir, mondialisation et démocratie*, Paris : Albin Michel.

Samary C. (1988a), *Le marché contre l'autogestion, l'expérience yougoslave*, Paris : Publisud/La Brèche.

Samary C. (1988b), Plan, marché et démocratie, l'expérience des pays dits socialistes, *Cahiers d'étude et de recherche de l'Institut international de recherche et de formation*, Amsterdam : Ed. IIRF.

Samary C (1992), La fragmentation yougoslave, *Cahiers d'étude et de recherche de l'Institut international de recherche et de formation*, Amsterdam : Ed. IIRF.

Samary C. 1998, *La déchirure yougoslave, questions pour l'Europe*, Paris l'Harmatan.

Samary C. 1999, « Mandel et les problèmes de la transition au socialisme, » in *Le marxisme d'Ernest Mandel*, sous la direction de Gilbert Achcar, PUF/Actuel Marx. Disponible sur ESSF : [Les conceptions d'Ernest Mandel sur la question de la transition au socialisme](#)

Samary C. (2004), « Réinsérer la Serbie dans l'analyse de la transition - rapports de propriété, Etat et salariat », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.35 - mars-juin 2004, n°1-2. Disponible sur ESSF : [Réinsérer la Serbie dans l'analyse de la transtion : rapports de propriété, Etat et salariat](#)

Soulet J-F. 2006, *Histoire de l'Europe de l'Est de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Armand Colin.

Szalai E. (1999), *Post-socialism and Globalization*, Budapest : Istvan Nemeth.

Zlotowski Y. (1998), « La crise des paiements en Russie, expression d'un consensus social », *Études du CERI*, n° 43, août, Paris : Fondation nationale des sciences politiques.

P.-S.

* Paru dans le numéro 17 de la revue argentine Théo Mai. Mis en ligne sur le site d'Attac :

<http://www.france.attac.org/spip.ph...>

Notes

[1] Il faut lire les ouvrages de Moshe Lewin [1967, 1987, 2003] récemment appuyés sur l'ouverture des archives pour mieux comprendre de l'intérieur les différentes phases du « siècle soviétique ».

[2] Sur les nécessaires mises à plat des débats entre marxistes et courant libertaires, cf. notamment la revue *Contretemps* n° 6 sur son site www.contretemps.ras.org.

[3] Ernest Mandel a produit de nombreux articles sur ce sujet que l'on peut retrouver sur le site qui lui est dédié, lire en particulier le Cahier « Rouge » n°3, *De la bureaucratie* [1969].

[4] L'analyse lucide du risque de bureaucratisation n'implique pas que la réponse convaincante (efficace) soit le rejet de toute institution, ni que la démocratie puisse être seulement « directe ».

Je discute notamment cette question, dans ma contribution en conclusion de l'ouvrage (à paraître aux Editions Syllepse) sur « Les deux âmes du socialisme » à propos « des fins et des moyens ». On peut la trouver sur le site www.europe-solidaire.org/spip.php?article7509: « Les deux âmes du socialisme » ou la dialectique des fins et des moyens... .

[5] On peut trouver une analyse de cet ultime tournant du régime titiste avant sa crise finale des années 1980 dans ma contribution au numéro spécial de la revue *Contretemps* (cf. le site de cette revue) à sortir pour l'anniversaire de Mai 1968.

[6] Cf. *Inprecor* n° 509 septembre 2005, *Dossier Pologne - une révolution écrasée et trahie, 25 ans après*.

[7] C'est notamment en s'appuyant sur ce que met en évidence la restauration capitaliste qu'il faut reprendre les débats conceptuels sur la bureaucratie et la « nature de l'URSS » [Samary, 1999, que l'on peut trouver aussi sur le site www.Europe-solidaire.org]. Voir la liste des articles de Catherine Samary publiés sur ESSF : [SAMARY Catherine](#)

[8] Le poids dominant de l'agriculture en Chine est une différence majeure avec l'Europe de l'Est et l'URSS où elle pesait entre 10% et 30% du PIB à la fin des années 1970. Les réformes initiales en Chine au tournant des années 1980, se sont concentrées sur l'agriculture familiale, augmentant la productivité, le niveau de vie paysan, les biens de consommation disponible ... et l'exode rural.

[9] Cf. Banque mondiale, Regional Overview. Challenges, <http://Inweb18.worldbank.org> et rapport Transition the first ten years, 2000.

[10] Cf. la Revue *Elargissement* du Ministère des finances français, Missions économiques, dossier n°28, décembre 2002, n° spécial social.

[11] Une vidéo reportage sur cette manifestation du 17/11/2007 réalisée par Chris Den Hond est disponible en DVD ou sur www.dailymotion.com/video/x43wfk_resistance-syndicale-en-slovenie_news

[12] Les informations sur les luttes et syndicats polonais s'appuient sur l'article de Cyril Smuga, *Inprecor* N°518, 2006-06, qu'on peut trouver dans son intégralité dans les archives en ligne de cette revue.

[13] *Kurier Zwiazkowy* n° 245 du 26 avril 2006 cité par Cyril Smuga, cf. note 11.

[14] Le Parti polonais du travail (PPP) est en cours de construction à l'initiative du syndicat « Sierpien 80 ». Cf. *Inprecor* n° 511/512 de novembre-décembre 2005.

[15] On trouvera l'essentiel des informations sur ces mouvements sur le site de l'Institut de l'action collective (www.ikd.ru), animée par Carine Clément, et le Bulletin qu'elle publie avec Denis Paillard, « Messenger syndical ». Cf. http://echosdegrozny.free.fr/?page_id=39

[16] Des Ecoles pour la démocratie ouvrière sont organisées en Russie, Belarus et Ukraine depuis plusieurs années, notamment par David Mandel, chercheur canadien sur le mouvement ouvrier russe, et membre de la rédaction de Messenger syndical, avec des chercheurs et instituts du pays. On peut en trouver le compte rendu sur le site indiqué en note 17.